

Gestionnaire de l'argent et des biens de l'Etat

En tant que gestionnaire de l'argent et des biens de l'Etat, le SPF Finances garantit la stabilité de l'Etat belge, en veillant à une [saine gestion de la dette](#). C'est possible notamment grâce aux [bons d'Etat](#). Le SPF veille également à une saine gestion de ses moyens, par exemple, en [gérant les bâtiments qu'il occupe de manière durable et responsable](#) ou en développant une [comptabilité analytique](#).

Vous trouverez l'ensemble des faits marquants 2012 pour ce thème dans le menu de navigation en haut de page.

Gestionnaire de l'argent et des biens de l'Etat

En tant que gestionnaire de l'argent et des biens de l'Etat, le SPF Finances garantit la stabilité de l'Etat belge, en veillant à une [saine gestion de la dette](#). C'est possible notamment grâce aux [bons d'Etat](#). Le SPF veille également à une saine gestion de ses moyens, par exemple, en [gérant les bâtiments qu'il occupe de manière durable et responsable](#) ou en développant une [comptabilité analytique](#).

Vous trouverez l'ensemble des faits marquants 2012 pour ce thème dans le menu de navigation en haut de page.

La relative ampleur de la dette publique

Plus de 370 milliards d'euros et 99,8% du PIB. C'est la dette publique belge en 2012. Elle peut paraître énorme mais en réalité la Belgique a rejoint en 2012 le noyau dur de la zone euro et figure parmi les meilleurs élèves. Alors que le contexte économique ne connaît pas encore ses meilleurs jours.

L'Agence de la Dette fait partie du SPF Finances, de l'Administration Générale de la Trésorerie pour être précis. C'est cette agence qui gère la dette publique fédérale, c'est-à-dire qu'elle en minimise, entre autres, le coût financier. Un travail d'orfèvre sur les marchés et des risques à prévoir.

Actuellement, dans la zone euro, la Belgique est le cinquième pays en termes de dette publique. Elle a toujours une dette qui est supérieure à la moyenne bien qu'elle se soit fort rapprochée de cette moyenne. En effet, il y a 20 ans, le taux d'endettement belge représentait le double de celui de la zone euro (134% alors que les autres pays européens plafonnaient à 63-64%). Donc, si fin 2012, la dette frôlait les 100%, elle reste acceptable, toutes proportions gardées.

Jean Deboutte

Directeur de l'Agence de la Dette



Nous avons pu éviter les 100%. Fin 2012, nous étions à 99,8% du PIB.

Quelle était la situation de la dette publique belge en 2012?

J. D.: En 2012, le taux d'endettement - le volume de la dette par rapport au PIB - a augmenté. Une situation surtout due à des facteurs externes comme le soutien aux pays en difficulté. C'est un phénomène global dans le sens où tous les autres pays de la zone euro qui ont soutenu le Portugal, la Grèce et l'Irlande ont aussi subi une augmentation de leur dette suite à leur aide. Cet effort financier est comptabilisé dans la dette et représentait quand même 1,5% du PIB en 2012. Ensuite, il y a eu la recapitalisation de Dexia. Encore une fois, c'était 0,78% du PIB (soit 2,9 milliards d'euros). Cumulé à l'effort de soutien, cela faisait beaucoup. Mais nous avons aussi eu un remboursement de la part de KBC qui était plus élevé que prévu.

Dans l'ensemble, c'est vrai qu'il y avait une croissance économique qui était légèrement négative (- 0,3%) ainsi qu'un déficit budgétaire de 3,1% (hors effet Dexia), ce qui fait que la dette aurait de toute façon légèrement augmenté. Mais nous avons pu éviter les 100%. Fin 2012, nous étions à 99,8% du PIB. La dette a donc augmenté. Toutefois, le coût de financement de la dette a diminué.

Pourquoi la dette ne doit pas dépasser les 100% du PIB?

J.D.: Il n'y a pas de raison économique. Mais c'est un peu un seuil d'avertissement. Nous sommes passés, en Belgique, de 134% dans les années 90 à moins de 100% récemment. Nous avons donc pu régulariser la situation. C'est une évolution qui plaide pour la Belgique. Aux yeux des investisseurs, cela compte. Aucun autre pays n'a démontré ce genre de programme. Donc, c'est vrai que si nous pouvons encore éviter les 100% en 2013, ce serait définitivement un atout.

La «stabilisation» de la dette est-elle quelque part liée à la politique d'austérité menée en Europe et en Belgique?

J. D.: En Belgique, le déficit a quand même été réduit depuis 2009, entre autres effectivement parce que le gouvernement a pris des mesures au niveau de revenus mais aussi au niveau des dépenses. Maintenant, encore une fois, la recapitalisation de Dexia en 2012 a fait augmenter le déficit jusqu'à du 3,9% alors que, sans cela, il aurait été de 3,1%, ce qui est quand même une fameuse réduction par rapport aux 5,6% de 2009. Le plan de stabilité prévoit un équilibre en 2015. Mais il s'agit d'un équilibre structurel, c'est-à-dire que si l'économie ne tourne toujours pas très bien en 2015, il y aura toujours un déficit bien que celui-ci devrait être limité.

La bonne gestion de la dette a-t-elle donc une influence sur les investissements étrangers?

J. D.: Je crois que c'est très important pour un pays de démontrer qu'effectivement il y a une stabilité économique et politique aussi. Les investisseurs se sont posés des questions pendant quelques mois mais leurs réactions ont été finalement positives parce que la Belgique s'est bien comportée pendant ces dix-huit mois. Il y avait une croissance, le déficit a été diminué même sans gouvernement «de pleins pouvoirs». La Belgique a donc pu gérer ce genre de situation, ce qui n'est pas toujours le cas dans d'autres pays. Cela dit, pour les étrangers, ce que nous avons vécu en Belgique reste très difficile à comprendre.

- [Rapport Annuel: Agence de la Dette](#)

Activation du Fonds Spécial de Protection

Le Fonds Spécial de Protection pour les dépôts, les assurances sur la vie et le capital de sociétés coopératives agréées (FSP) a continué de traiter en 2012 les dossiers de la compagnie d'assurances APRA Leven. L'agrégation d'APRA Leven a été supprimée en 2011, ce qui fait que le FSP a dû intervenir pour indemniser les ayants-droit lésés. En 2012, 381 dossiers ont été clôturés, soit en payant aux assurés la valeur de rachat des polices d'assurances sur la vie, soit en transférant à la demande des ayants-droit l'assurance à un autre assureur. Un montant supérieur à 3.100.000 euros a ainsi été payé en 2012.

Par contre, des assurés qui avaient conclu un contrat du «deuxième pilier» auprès d'APRA Leven (entre autres assurance groupe, assurance dirigeant d'entreprise) et qui avaient introduit une demande d'intervention n'ont malheureusement pas pu jouir de la garantie du FSP. Treize assurés ont introduit une action en annulation contre cette décision du SPF Finances devant le Conseil d'Etat. Ces procédures sont pendantes en juin 2013.

Fin 2012, quelque 80 dossiers étaient toujours en attente d'un règlement final.

Il s'agissait pour la plupart de dossiers pour lesquels les assurés avaient opté pour un transfert vers une autre compagnie mais dont le FSP n'avait pas encore reçu à ce jour l'attestation de transfert fiscalement neutre.

**FONDS SPECIAL DE PROTECTION POUR LES DEPOTS,
LES ASSURANCES SUR LA VIE ET LE CAPITAL DE SOCIETES COOPERATIVES AGREEES (FSP)
TOTAL DES MONTANTS REÇUS DEPUIS SA CREATION
SITUATION AU 31.12.2012**

	Année 2008 - recettes	Année 2009 - recettes	Année 2010 - recettes	Année 2011 - recettes	Année 2012 - recettes	Total
Contributions:						
- établissements de crédit	2.890.429,55	86.471.240,98	91.265.000,33	468.935.416,96	835.722.014,41	1.485.284.102,23
- sociétés d'investissements	17.667,67	365.384,21	299.809,68	1.274.045,61	2.130.944,40	4.087.851,57
Contributions entreprises d'assurances	386.557,82	4.947.639,92	4.595.932,68	153.353.586,76	159.969.901,89	323.253.619,07
Contributions sociétés coopératives	0	0	0	559.298,07	2.233.574,02	2.792.872,09
Droits d'entrée entreprises d'assurances	23.193.469,21	0	0	0	0	23.193.469,21
Droits d'entrée établissements de crédit	0	0	157.110.045,47	156.350.953,01	0	313.460.998,48
Droits d'entrée sociétés coopératives	0	0	0	1.491.461,51	0	1.491.461,51
Totaux/an	26.488.124,25	91.784.265,11	253.270.788,16	781.964.761,92	1.000.056.434,72	2.153.564.374,16

- [Rapport Annuel 2011: Vers un service plus accessible...](#)
- www.fondsspecialdeprotection.be

Acheter en ligne les bons d'Etat

Pour la dix-septième année consécutive, l'Etat belge a émis en 2012 des bons d'Etat. La baisse continue des taux de rendement en 2012 illustrée dans le graphique ci-dessous, a eu un impact sur les montants recueillis.

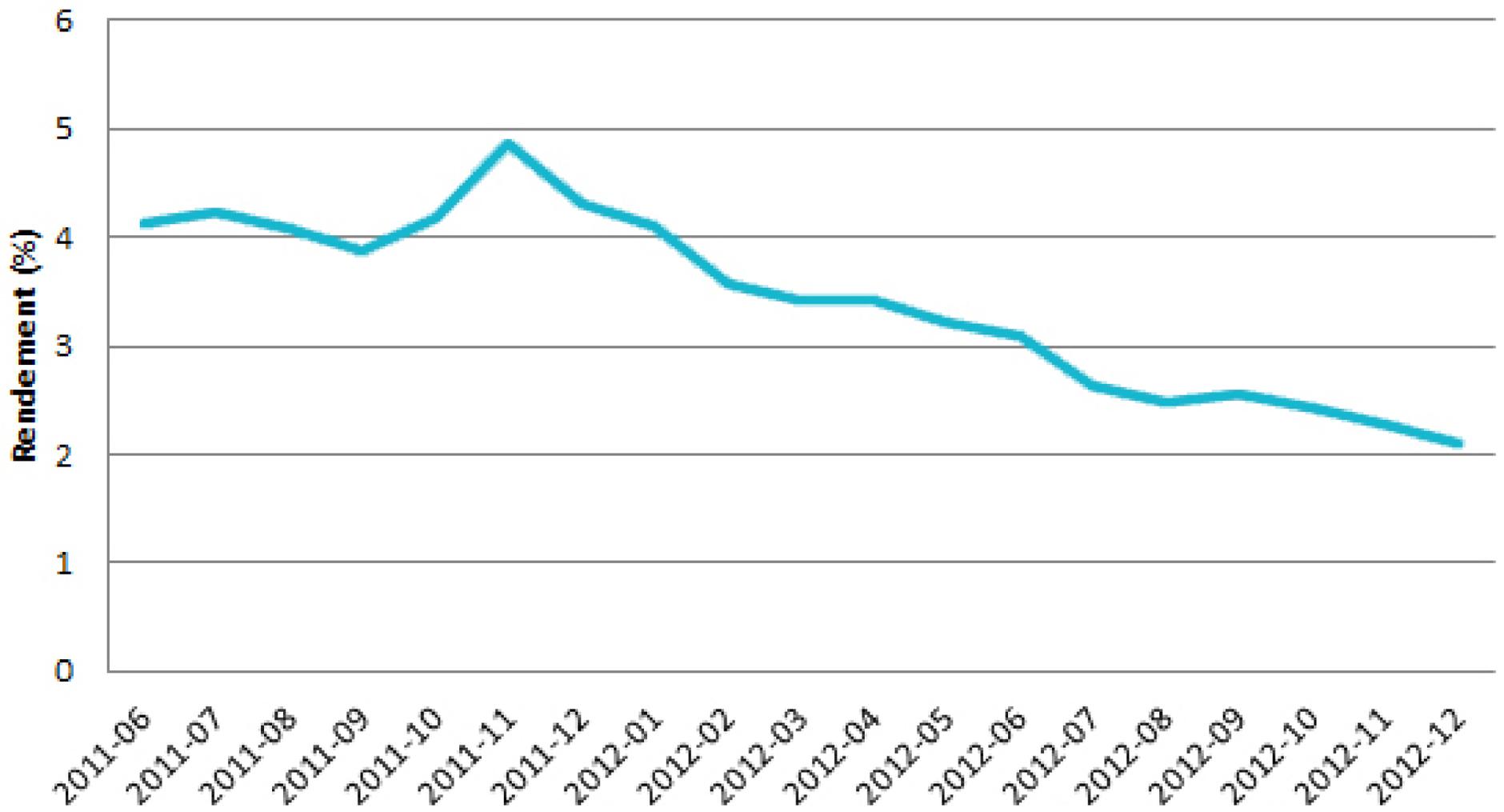
Le montant total des émissions des bons d'Etat pour l'année 2012 s'est élevé à 142 millions d'euros, un chiffre en nette diminution par rapport aux 5,7 milliards d'euros récoltés durant l'année 2011. Pour rappel, le montant record récolté en 2011 est dû essentiellement à l'émission des bons d'Etat dits «Leterme» de novembre 2011. Le succès historique de cette émission s'explique notamment par le pic des taux de rendement de décembre 2011 bien visible sur le graphique.

En 2012, l'Administration Générale de la Trésorerie a lancé un projet relatif à la modernisation du Service des Grands-Livres. La première phase de ce projet concerne la souscription des bons d'Etat sur le marché primaire.

Ainsi, depuis l'émission du mois de décembre 2012, le Trésor a donné la possibilité aux particuliers de souscrire en ligne des bons d'Etat depuis le site internet du Service des Grands-Livres, en s'identifiant via leur carte d'identité électronique ou via token.

La suite de la modernisation du Service des Grands-Livres se poursuivra durant l'année 2013, par le paiement en ligne, dans le souci d'offrir au citoyen un service alliant convivialité et qualité.

Taux de rendement moyens des emprunts (OLO) ayant encore une durée à courir de 10 ans



- [Rapport Annuel 2011: Vers un service plus accessible...](#)
- www.bonsdetat.be
- www.grandslivres.be

Au SPF Finances, on dit «Oui!» aux économies d'énergie

Depuis plus d'un an, le SPF Finances travaille sur la campagne de sensibilisation aux économies d'énergie lancée par Fedesco. Afin d'encourager ses collaborateurs à adopter les bons gestes sur leur lieu de travail, une série de mesures sont prises dans le cadre de cette campagne, baptisée naturellement «Economies d'énergie... Oui!».



Après avoir désigné le «Relais Energy» -le responsable de cette campagne, généralement l'économe- et sa «Green Team» et avoir fixé les objectifs en matière de consommation, la campagne peut enfin démarrer. Les occupants des bâtiments concernés découvrent le «bureau factice» comme entrée en matière, soit une pièce reconstituée (avec entre autres lumière, matériel électrique, fenêtre et thermostat) dans un endroit généralement dégagé et fréquenté. Un bon moyen de susciter la réaction des curieux et de leur permettre de poser toutes leurs questions pratiques sur l'environnement et les économies d'énergie à réaliser. S'en suit le premier «EnergyScan», le formulaire qui prend la mesure auprès de tous les collaborateurs de leur bien-être au bureau, qui teste leurs connaissances en la matière et qui les informe du lancement officiel de la campagne dans leur bâtiment. C'est également avec cet outil que la campagne se clôture: le bien-être est à nouveau évalué pour analyser la progression.

Soutenue par Basil, la mascotte du Développement Durable au SPF, la campagne «Economies d'énergie... Oui!» s'étendra environ sur deux années par lieu de travail. Fedesco estime que, si les collaborateurs jouent le jeu, de 3 à 15% d'économie d'énergie sont réalisables, ce qui n'est pas négligeable... Surtout si on additionne ces pourcentages aux neuf bâtiments déjà concernés en 2012.

Greg Malcause

Communications Manager chez Fedesco, Développeur de la campagne «Economies d'énergie... Oui!»



L'enjeu était de mettre en place un système de campagne facilement reproductible pour tous les bâtiments des services publics et, en même temps, qu'elle soit personnalisable pour chaque lieu.

Comment Fedesco a-t-il eu l'idée de créer une telle campagne?

G.M.: Nous nous sommes rendu compte que les travaux que nous gérons dans les bâtiments en vue de réaliser des économies d'énergie devaient être accompagnés d'une sensibilisation de ses occupants pour être pleinement efficaces. Il est important que les personnes adaptent leur comportement. C'est par exemple très bien de placer des panneaux photovoltaïques sur le toit mais si les travailleurs ouvrent les fenêtres avec le chauffage allumé, cela ne sert plus à grand-chose... La sensibilisation, pour être optimale, doit d'ailleurs se faire à deux niveaux: les économistes et logisticiens d'une part et tout un chacun d'autre part.

Quel rôle jouez-vous, vous, précisément dans ces campagnes? Qu'est-ce qui vous plaît le plus?

G.M.: Je coordonne les différents outils mis à la disposition des clients, je les conseille pour que leur utilisation soit cohérente et adaptée au bâtiment afin d'atteindre l'objectif fixé. Après analyse des données de consommation, des caractéristiques générales de l'immeuble et discussion avec le «Relais Energy», nous fixons ensemble l'objectif qui devra être atteint en fin de campagne. Ce que je préfère dans ce rôle? La création des outils: affiches, stickers, site Internet, charte, formations, EnergyScan... L'enjeu était de mettre en place un système de campagne facilement reproductible pour tous les bâtiments des services publics et, en même temps, qu'elle soit personnalisable pour chaque lieu. C'est stimulant de voir tous les acteurs de cette campagne s'approprier ces outils et leur donner vie.

La signature de la Charte a été signée par le Président du SPF Finances, Hans D'Hondt, fin 2011. Quelles ont été les évolutions en 2012?

G.M.: En réalité, vous comme nous avons voulu aller trop vite après la signature de votre Président. Résultat: nous n'avons pas toujours ciblé les bâtiments les plus appropriés pour recevoir cette campagne et les «Relais Energy» avaient trop souvent été désignés «d'office»; un manque de motivation se faisait sentir. La situation a bien évolué aujourd'hui. Les acteurs sont volontaires et cela joue beaucoup. Près de dix bâtiments du SPF sont actuellement actifs et d'autres sont en phase de l'être.

- www.fedesco.be
- [Rapport annuel 2011: Vers un service plus accessible...](#)
- [Nouveauté 2012 pour les marchés publics durables au SPF Finances](#)
- [Vers une certification durable des bâtiments](#)
- [Global Reporting initiative](#)

GRI PA11 / EN3 / EN4 / EN22 / EN29

PA11 - Nouveauté 2012 pour les marchés publics durables au SPF Finances

Le SPF Finances a passé, le 29 mars 2012, un nouveau marché pluriannuel d'une durée de quatre ans relatif à des prestations de services pour la

gestion intégrale des déchets pour son bâtiment «North Galaxy» à Bruxelles. La mise en œuvre de ce marché se conçoit dans une optique globale de développement durable. Le pouvoir adjudicateur avait notamment fixé dans ce marché un critère d'attribution des offres destiné à valoriser l'utilisation de récipients permettant la plus large palette de tri des déchets à la source et de conserver cette palette de tri des déchets tout au long du processus de collecte et de traitement.

L'adjudicataire de ce marché se charge ainsi de:

- mettre à disposition, installer et entretenir les containers et récipients de collecte
- collecter les déchets de manière sélective dans les lieux de travail, en assurant, tout au long du processus de collecte et de traitement, le triage à la source effectué par les occupants
- acheminer les déchets vers les containers appropriés situés dans des locaux imposés par le pouvoir adjudicateur
- évacuer les déchets du bâtiment, à l'exception du papier qui fait l'objet d'un contrat distinct passé par l'Administration des Domaines
- traiter les déchets en privilégiant les solutions qui garantissent un maximum de recyclage
- communiquer avec le pouvoir adjudicateur, l'informer et lui rapporter au moins mensuellement les volumes de déchets collectés de manière à mettre en œuvre une gestion environnementale du bâtiment qui satisfasse au règlement EMAS sensibiliser les occupants du North Galaxy à l'utilité du tri sélectif des déchets

La division achats du Service d'Encadrement Logistique prévoit de lancer en 2013 un appel d'offres général pour la gestion intégrale des déchets dans plusieurs dizaines de bâtiments occupés par le SPF Finances en Wallonie, à Bruxelles et en Flandres.

Un marché relatif à la gestion intégrale des déchets a également été attribué en 2011 pour l'ensemble des services occupant la «Finance Tower» (FINTO) à Bruxelles.

EN3-EN4 - Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire (Chauffage au gaz) - Consommation d'énergie indirecte répartie par source d'énergie primaires (Electricité - Energie)

EN3 - EN4 Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire (Chauffage au gaz) - Consommation d'énergie indirecte répartie par source d'énergie primaire (Electricité - Energie)

Consommation 2012 mesurée						Superficie totale (m ²)
Bruxelles:						
Nombre bâtiments	8	Consommation Energie (kWh)	31.509.404,00	Consommation Electricité (kWh)	16.576.888,00	342.525,00
				Superficie Electricité (m ²)		342.525,00
				Consommation Chauffage (kWh)	14.932.516,00	342.525,00
				Superficie Chauffage (m ²)		342.525,00
Flandre:						1.420.000
Nombre bâtiments	65	Consommation Energie (kWh)	47.656.288,00	Consommation Electricité (kWh)	14.319.922,00	
				Superficie Electricité (m ²)		427.059,00
				Consommation Chauffage (kWh)	33.336.366,00	491.832,00
				Superficie Chauffage (m ²)		491.832,00
Wallonie:						1.420.000
Nombre bâtiments	40	Consommation Energie (kWh)	22.912.621,00	Consommation Electricité (kWh)	9.209.840,00	
				Superficie Electricité (m ²)		293.054,34
				Consommation Chauffage (kWh)	13.702.781,00	193.975,34
				Superficie Chauffage (m ²)		193.975,34
Total	113		102.078.313,00		40.106.650,00	1.062.638,34
						61.971.663,00
						1.028.332,34
						74,83%

Energie (kWh)	Electricité (kWh)	Chauffage (kWh)
102.078.313,00	40.106.650,00	61.971.663,00
139.169.595,37	53.594.380,00	85.575.215,36
98,0 kWh/m ²	37,74 kWh/m ²	60,26 kWh/m ²

Remarques :
 - Le nombre de bâtiments mesurés a augmenté de 86 (en 2011) à 113 (en 2012). Fedesco dispose aujourd'hui des chiffres de consommation exacts pour 74,83% du parc immobilier du SPF Finances.
 Les 113 bâtiments dont il est question ici sont ceux qui disposent d'un monitoring et pour lesquels nous avons donc accès aux données; les résultats ont été calculés via une règle de trois basée sur la superficie totale de l'ensemble des bâtiments du SPF Finances.
 - Le SPF Finances bénéficie de l'offre des fournisseurs; il n'a encore actuellement fait aucune demande particulière auprès des fournisseurs pour une énergie "verte".
 - Le SPF Finances a un contrat avec Fedesco pour la campagne de sensibilisation "Economie d'énergie... Oui!" dans plusieurs bâtiments du SPF Finances.

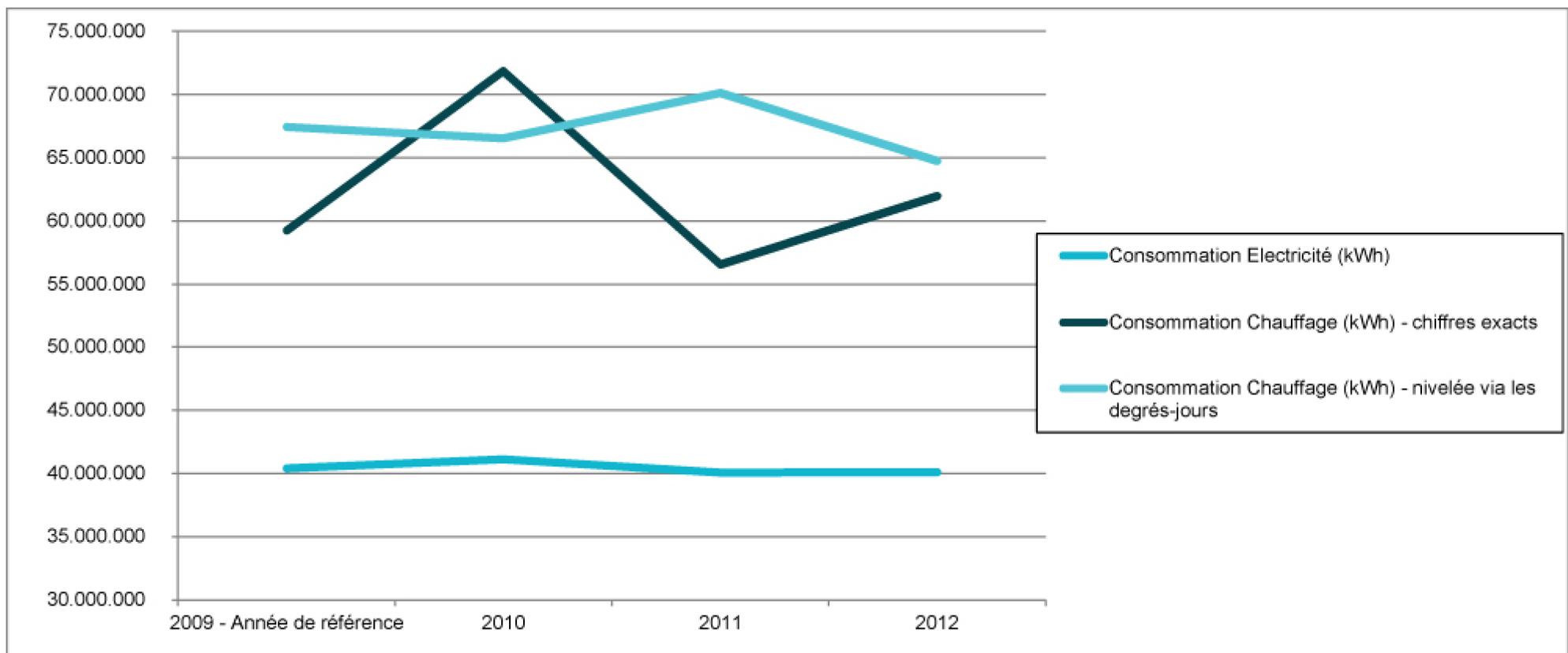
Benchmark avec les années précédentes

	2009 - Année de référence	2010	2011	2012
Consommation Electricité (kWh)	40.417.244	41.112.680	40.055.057	40.106.649
Consommation Chauffage (kWh) - chiffres exacts	59.249.115	71.852.265	56.551.827	61.971.663
Consommation Chauffage (kWh) - nivelée via les degrés-jours	67.428.384	66.550.692	70.128.699	64.741.014
Energie totale (Electricité+Gaz) - nivelée via les degrés-jours	107.845.628	107.663.372	110.183.756	104.847.663
Benchmark	100%	100%	102%	97%

Remarque :
 Pour comparer correctement la consommation de chauffage avec des années différentes, il faut niveler la différence en température entre les années. Pour cette raison, les chiffres exacts sont calculés via les "degrés-jours" en fonction des années normalisées.

Analyse

Les consommations d'électricité restent presque égales.
 Les consommations de gaz ont diminué de 4% par rapport à 2009, mais nous ne pouvons clairement voir une tendance vers le bas ou vers le haut.
 Les courbes pour 2012 sont légèrement différentes des courbes réalisées pour 2011. La raison est que nous utilisons les mesures de 113 bâtiments au lieu des 86 en 2011.



EN22 - Gestion des déchets

EN22 - Masse des déchets par type et mode de traitement

NoGa	2012	3.662	Collaborateurs du SPF Finances	FINTO	2012	2.247	Collaborateurs du SPF Finances
	2011	3.601	Collaborateurs du SPF Finances		2011	2.318	Collaborateurs du SPF Finances
Déchet	Quantité (kg)		Quantité/place de travail (kg)	Déchet	Quantité (kg)		Quantité/place de travail (kg)
Papier	2012	207.533	56,67	Papier	2012	165.340	73,58
	2011	185.261	51,45		2011	70.485	30,41
Carton	2012	6.905	1,89	Carton	2012	10.704	4,76
	2011	4.548	1,26		2011	12.574	5,42
Verre	2012	1.604	0,44	Verre	2012	3.948	1,76
	2011	755	0,21		2011	3.116	1,34
PMC	2012	10.199	2,79	PMC	2012	7.939	3,53
	2011	13.416	3,73		2011	9.214	3,97
Tout venant	2012	92.713	25,32	Tout venant	2012	65.177	29,01
	2011	112.574	31,26		2011	62.724	27,06

Remarques:

- PMC: plastiques, emballages métalliques et cartons à boissons.
- Chez [EcoSmart \(www.ecosmart.be\)](http://www.ecosmart.be), la filiale de Van Gansewinkel et la firme qui gère les déchets des bâtiments North Galaxy et Finance Tower du SPF Finances situés à Bruxelles, environ 75% de tout papier/carton utilisé est à nouveau recyclé et le verre est réutilisable à l'infini sans perte de qualité. Le PMC est lui aussi recyclé à 95 %. Le résultat de ce recyclage sert par exemple à fabriquer des pare-chocs de voiture. Enfin, le tout venant est brûlé afin d'être transformé de la manière suivante: 5% matières premières, 36% énergie verte, 37% énergie grise et 22% déchets.
- L'augmentation des déchets de papier et carton s'explique par les fréquents déménagements programmés en 2012 et le tri des archives. L'augmentation des déchets de verre s'explique quant à elle par les nombreux événements organisés dans ces deux bâtiments en 2012. A l'inverse, nous remarquons une diminution de notre consommation de PMC: les bouteilles en plastiques sont de plus en plus remplacées par du verre, plus écologique.

EN29 - Impacts environnementaux significatifs du transport des produits, autres marchandises et matières utilisés par l'organisation dans le cadre de son activité et du transport des membres de son personnel

EN29 Impacts environnementaux significatifs du transport des produits, autres marchandises et matières utilisés par l'organisation dans le cadre de son activité et du transport des membres de son personnel

Le SPF Finances dispose en 2012 de 729 véhicules.

	2011	2012
Nombre de véhicules	745	729

Nous avons ainsi réduit notre flotte automobile de 2,14% par rapport à 2011.

Pour la consommation réelle de carburant, nous nous sommes basés sur les factures de 2011 et 2012. Il faut faire une distinction entre les quantités d'essence et de diesel.

	2011		2012	
	Consommation (litre)	Coût (euros) TVA incluse	Consommation (litre)	Coût (euros) TVA incluse
Essence	198.198	298.051	181.345	288.601
Diesel	421.903	562.063	419.084	581.685

Nous constatons, entre 2011 et 2012, une **diminution de 8,5% de notre consommation d'essence** (engendrant une diminution de 3,17% de coût) et une **diminution de 0,66% de notre consommation de diesel** (pour malgré tout une augmentation de 3,49% de coût).

Le "Guide CO2 de la voiture 2011-2012" nous précise les éléments suivants:

- Essence: 2.300 kg CO2 par litre
- Diesel: 2.688 kg CO2 par litre

Sur base de ces informations, nous pouvons déduire que nous avons émis 1.589.930 kg CO2 en 2011 et 1.543.591 kg CO2 en 2012. Nous enregistrons donc pour 2012 une **baisse de 2,91% de kg CO2 émis lors de la circulation de nos véhicules de service.**

Quelques chiffres supplémentaires pour les années 2011 - 2012:

	2011	2012
Nombre de missions à l'étranger	775 missions (soit 300 en train, 20 en voiture et 455 en avion)	699 missions (soit 274 en train, 20 en voiture et 405 en avion)
Nombre de billets "bulk" -ou de train- distribués	71.652 billets/Remarque: d'après la SNCB, un billet bulk correspond à environ 60 kilomètres.	81.500 billets/Remarque: d'après la SNCB, un billet bulk correspond à environ 60 kilomètres.

Pa rapport à 2011, nous avons réduit nos missions à l'étranger de 9,8%. Cette diminution est principalement due au nombre restreint des missions en avion, lesquelles ont chuté de 10,98%.

• [Global Reporting initiative](#)

- [Rapport Annuel 2011: Vers un service plus accessible...](#)
- [Au SPF Finances, on dit «Oui!» aux économies d'énergie](#)
- [Enquêtes de mobilité: base pour une politique de mobilité plus durable](#)
- [Vers une certification durable des bâtiments](#)
- [Ecosmart](#)

Une meilleure connaissance des coûts réels des activités

[Gestionnaire de l'argent et des biens de l'Etat](#)

«Fedcom comptabilité analytique» est un projet initié en 2012 par le Service d'Encadrement Budget et Contrôle de Gestion. Il permet de mettre en place un système de comptabilité analytique au sein du SPF Finances.

La comptabilité analytique permet une approche plus fine que la comptabilité budgétaire. La comptabilité analytique distingue les charges directes (par exemple: les salaires) et indirectes (par exemple: les factures d'électricité). Ces différentes charges sont ensuite affectées sur des centres fonctionnels de coûts, qui sont ici les différentes administrations et les services d'encadrement. Les charges indirectes sont dans un premier temps comptabilisées sur des centres logistiques (les bâtiments) et dans un deuxième temps une clé de répartition est établie pour répartir

ces charges sur les centres fonctionnels.

La comptabilité analytique est un moyen de rendre le SPF Finances plus efficient et qui doit lui permettre d'utiliser le mieux possible les ressources qui lui sont allouées.

Vers une certification durable des bâtiments

[Gestionnaire de l'argent et des biens de l'Etat](#)

Le SPF Finances a un objectif d'enregistrement EMAS pour 50% de tous ses bâtiments de plus de 100 personnes d'ici 2017. Le premier à se livrer à l'exercice est le bâtiment North Galaxy, à Bruxelles.

EMAS –pour Eco-Management and Audit Schemes– est un règlement européen qui, sur base volontaire, permet à tout type d'organisation d'évaluer sa performance environnementale, de gérer son fonctionnement quotidien de manière durable et responsable. Plus concrètement, EMAS offre la possibilité d'analyser, de publier et d'améliorer les résultats mesurés au cours de l'exercice de performance environnementale ; exercice qui peut (et devrait) s'étendre tout au long de la vie de l'organisation.

Pour celui qui obtient l'enregistrement EMAS, les retombées positives et la plus-value sont indéniables: respect de son environnement de travail (au sens large), bon climat pour les travailleurs, efficacité énergétique, économie, reconnaissance interne et externe.

De plus, grâce à l'implémentation d'un tel système de gestion, d'après les dernières études, les services publics pourront réaliser une économie de 20 à 40% dans leurs consommations d'énergie et eau au cours d'un premier exercice EMAS. Un exemple stimulant qui encourage le SPF Finances à s'y investir pleinement.

En Bref

Vers une certification durable des bâtiments

Le SPF Finances a un objectif d'enregistrement EMAS pour 50% de tous ses bâtiments de plus de 100 personnes d'ici 2017. Le premier à se livrer à l'exercice est le bâtiment North Galaxy, à Bruxelles.

Le SPF Finances a un objectif d'enregistrement EMAS pour 50% de tous ses bâtiments de plus de 100 personnes d'ici 2017. Le premier à se livrer à l'exercice est le bâtiment North Galaxy, à Bruxelles.

EMAS –pour Eco-Management and Audit Schemes– est un règlement européen qui, sur base volontaire, permet à tout type d'organisation d'évaluer sa performance environnementale, de gérer son fonctionnement quotidien de manière durable et responsable. Plus concrètement, EMAS offre la possibilité d'analyser, de publier et d'améliorer les résultats mesurés au cours de l'exercice de performance environnementale ; exercice qui peut (et devrait) s'étendre tout au long de la vie de l'organisation.

Pour celui qui obtient l'enregistrement EMAS, les retombées positives et la plus-value sont indéniables: respect de son environnement de travail (au sens large), bon climat pour les travailleurs, efficacité énergétique, économie, reconnaissance interne et externe.

De plus, grâce à l'implémentation d'un tel système de gestion, d'après les dernières études, les services publics pourront réaliser une économie de 20 à 40% dans leurs consommations d'énergie et eau au cours d'un premier exercice EMAS. Un exemple stimulant qui encourage le SPF Finances à s'y investir pleinement.

- [Année de transition et d'ajustement pour la stratégie des bâtiments](#)
- [Au SPF Finances, on dit «Oui!» aux économies d'énergie](#)
- [Global Reporting initiative](#)

Une meilleure connaissance des coûts réels des activités

«Fedcom comptabilité analytique» est un projet initié en 2012 par le Service d'Encadrement Budget et Contrôle de Gestion. Il permet de mettre en place un système de comptabilité analytique au sein du SPF Finances.

«Fedcom comptabilité analytique» est un projet initié en 2012 par le Service d'Encadrement Budget et Contrôle de Gestion. Il permet de mettre en place un système de comptabilité analytique au sein du SPF Finances.

La comptabilité analytique permet une approche plus fine que la comptabilité budgétaire. La comptabilité analytique distingue les charges

directes (par exemple: les salaires) et indirectes (par exemple: les factures d'électricité). Ces différentes charges sont ensuite affectées sur des centres fonctionnels de coûts, qui sont ici les différentes administrations et les services d'encadrement. Les charges indirectes sont dans un premier temps comptabilisées sur des centres logistiques (les bâtiments) et dans un deuxième temps une clé de répartition est établie pour répartir ces charges sur les centres fonctionnels.

La comptabilité analytique est un moyen de rendre le SPF Finances plus efficient et qui doit lui permettre d'utiliser le mieux possible les ressources qui lui sont allouées.